

Publié le 1^{er} mars 2019

Sauver leur ordre libéral mondial ? Ils sont fous, ces Américains !

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis veulent imposer leur modèle libéral à l'ensemble de la planète, que ce soit de manière douce (par le "soft power") ou de manière plus rugueuse (par le "hard power"). Or, force est de constater que ce modèle est en péril. La solution serait-elle dans la mise en place d'une stratégie «conservatrice» ? Est-ce même justifié et opportun au regard d'aires géographiques où les mentalités, les traditions et les cultures sont radicalement différentes ?

Deux professeurs du prestigieux Dartmouth College, dans le New Hampshire, Jennifer Lind et William C. Wohlforth, viennent de publier dans la revue *Foreign Affairs* un article au titre éloquent : *The Future of the Liberal Order is Conservative* (L'avenir de l'ordre libéral est conservateur). Un plaidoyer en faveur d'une stratégie «conservatrice» pour défendre l'ordre international libéral mis en place par les Occidentaux, derrière les États-Unis, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Leur constat de départ est incontestable : cet ordre est aujourd'hui en péril, sous les attaques des populismes et des nationalismes au sein des pays relevant de lui, et, à l'extérieur, de grandes puissances «illibérales», la Russie et la Chine. Quelle stratégie adopter pour le sauver ? Attendre que cela passe, en comptant sur la «résilience» du système, comme le préconisent certains ? Ou se lancer dans des interventions musclées dans les régions où le statu quo est contesté, comme le souhaitent d'autres ?

Renforcer ce qui existe plutôt que de chercher à l'élargir

Les auteurs proposent une troisième voie, à leurs yeux plus réaliste : rendre l'ordre libéral plus «conservateur», consolider ce qui existe plutôt que de tenter, comme on l'a trop fait depuis vingt ans – en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie – de l'étendre par la force. Une solution qui se situerait à mi-chemin entre les deux grandes tentations de l'Amérique depuis qu'elle existe : le repli sur elle-même et l'interventionnisme planétaire à travers des institutions et des alliances.

Renforcer ce qui existe plutôt que de chercher à l'élargir... À la fin de la guerre froide, en effet, forts de la disparition de l'URSS et de la faiblesse de la Chine, les États-Unis et les institutions qui leur étaient soumises – comme l'OTAN et le FMI –, relayant l'action d'ONG activistes, ont trop voulu renforcer la pression sur les gouvernements ne respectant pas leur conception «libérale».

Cette position n'est aujourd'hui plus tenable face à la puissance de la réaction «révisionniste» des puissances «illibérales», où le pouvoir développe sans complexe son autorité et sa puissance militaire, et qui vont même jusqu'à mettre en place des institutions concurrentes de celles dominées

par les États-Unis (Organisation de coopération de Shanghaï, Nouvelle Banque de développement, Union économique eurasiatique...).

Bref, ce n'est pas par la menace d'une intervention militaire, ni par sa mise en œuvre, que l'on arrivera à gagner le Monde aux valeurs libérales, bien au contraire. Une position défensive serait moins aventureuse et moins coûteuse pour les États-Unis, et à terme plus efficace pour convaincre les uns de se maintenir au sein de «l'ordre», les autres de bien vouloir y entrer.

Une pétition de principe

Cet article me paraît moins intéressant par les solutions qu'il propose pour sauver le système libéral mondial que par l'arrière-plan intellectuel de ses auteurs, qu'il met en évidence. Dès les premières lignes, ceux-ci affirment en effet : «*The order is clearly worth saving but the question is how*» («Il vaut clairement la peine de sauver cet ordre, mais la question est : comment ?»). En rhétorique, cela s'appelle une «pétition de principe» («faute logique par laquelle on considère comme admis ce qui doit être démontré», dit le dictionnaire). Une affirmation contestable sur laquelle on fonde tout le reste du raisonnement, en en faisant un colosse aux pieds d'argile.

Pourquoi, diantre, l'ordre mondial libéral devrait-il, évidemment, être sauvé ? Surtout que, bien naïvement, Lind et Wohlforth tendent ensuite eux-mêmes les verges pour se faire battre : «*The liberal order crafted by and for liberal states has itself been profoundly been revisionist, aggressively exporting democracy and expanding in depth and breadth*» («L'ordre libéral créé par et pour les États libéraux a lui-même été profondément révisionniste, exportant agressivement la démocratie et l'élargissant en profondeur et en ampleur»). Ils ont raison, cet «ordre libéral international» a été imaginé par et pour les États libéraux, et d'abord les États-Unis, et il s'est étendu par la violence, conduisant à l'hégémonie d'une nation, à son seul profit : «*It is US-led because it is built on a foundation of American hegemony*» («Il est dirigé par les États-Unis parce qu'il est construit sur une base d'hégémonie américaine»). Alors, pourquoi devrait-il être défendu, sinon par les seuls Américains ?

Le libéralisme a partout débuté par la violence

C'est un fait historique incontestable que le libéralisme, supposé faire droit au «doux commerce», dont Montesquieu affirmait qu'il pouvait seul amener la paix entre les peuples en favorisant la connaissance mutuelle et l'enrichissement respectif, a partout débuté par la violence, violence interne et externe.

Dans les pays «libéraux», l'avènement de l'idéologie libérale a conduit à la dislocation des sociétés traditionnelles, les «*land owners*» (propriétaires fonciers) britanniques du XVIII^e siècle chassant impitoyablement leurs fermiers parce qu'ils trouvaient plus de profit dans l'élevage extensif, les patrons du XIX^e réduisant à la misère les ouvriers qui n'étaient plus protégés par les anciennes corporations, interdites par la Révolution française...

À l'échelle mondiale, le corollaire de l'expansion libérale fut la «politique de la canonnière» mise en œuvre en 1853 par le commodore Perry contre le Japon, fermé depuis 250 ans – n'était-ce pas son droit ? – aux influences extérieures. Avec la sinistre mémoire des deux guerres de l'opium

imposées à la Chine (1839-1842 et 1856-1860) pour l'obliger à s'ouvrir aux importations d'opium britannique et à abandonner des ports aux Occidentaux. C'est à coup de bombes atomiques au Japon et de tapis de bombes au phosphore en Allemagne que les deux pays ont été intégrés dans l'ordre mondial libéral, tâche facilitée par les horreurs dont ils s'étaient rendus coupables pendant la guerre, qui auraient rendue odieuse toute opposition de leur part.

On a du mal à ne pas voir dans cette ouverture forcée du Monde – et notamment des pays ouverts sur les océans – la mise en œuvre crue des principes géopolitiques anglo-saxons. Comme l'affirmait l'amiral américain Alfred Mahan (1840-1914), pionnier de la géopolitique étatsunienne, «qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même». Alors : «doux commerce» ou domination du Monde ? Pour les États-Unis, cela paraît tout un. Il est étrange que les auteurs de l'article ne voient pas que cela peut éventuellement poser problème à l'extérieur.

Un caractère propre aux États-Unis

Peut-être faut-il chercher l'explication de cette cécité dans un caractère propre aux États-Unis : la certitude de leur «destinée manifeste», plan de Dieu sur la nation la plus «pure» qui ait jamais existé.

Les premiers colons, débarqués du Mayflower en 1620, étaient des puritains venus chercher une nouvelle «terre promise». Ces calvinistes croyaient à la prédestination, dont l'enrichissement terrestre – ils en étaient persuadés – était le signe visible. Il n'y avait pas pour eux de contradiction entre le fait d'être riche et puissant et celui d'être un juste béni de Dieu. Il n'y en a toujours pas. Qu'on se souvienne du discours de Georges W. Bush au lendemain du 11 septembre : «Je suis impressionné que des gens puissent nous détester, car je sais combien nous sommes bons». Les Anglo-saxons n'ont jamais hésité à mélanger idéalisme et cynisme. D'un côté des croisés (pour l'universitaire américain John Mearsheimer, «*Liberal states have a crusader mentality hardwired into them*» ; Les États libéraux ont une mentalité de croisés connectés entre eux), de l'autre des réalistes mêlant tranquillement, selon les mots mêmes des auteurs de l'article, «*liberal principles and imperial interest*» («principes libéraux et intérêt impérial»).

Il en est trop souvent résulté le sentiment que les États-Unis voulaient imposer aux autres des règles dont ils croyaient juste de s'affranchir eux-mêmes. Déjà, en 1917, ils ont imaginé la SDN, qui devait moraliser les relations internationales, pour refuser d'y entrer trois ans plus tard. Et aujourd'hui, ils s'assoient tranquillement sur l'ordre onusien, qu'ils ont pourtant créé de toutes pièces. Sans oublier leur conception à géométrie très variable de la liberté du commerce : comme je contractais la semaine dernière, auprès d'une banque française, un emprunt immobilier, elle me fit attester que je n'étais pas ressortissant américain. Les États-Unis interdisent, ai-je alors appris avec surprise, aux banques françaises d'accepter, même en France, des clients américains, fussent-ils résidents.

«Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais». Un ordre imposé au Monde, par et pour les Américains, qui en échange de leur «protection» font ce qu'ils veulent, y compris ce qu'ils prétendent interdire aux autres.

Traditions autres, conceptions autres

Plus profondément, tout à leur sentiment de prédestination, les États-Unis ont du mal à concevoir que d'autres peuples puissent avoir d'autres racines religieuses que le puritanisme, induisant une autre anthropologie, dans l'absolu tout aussi respectable.

Non, les Russes ne voudront jamais du libéralisme politique et sociétal, parce que leur tradition millénaire – qu'ils revendiquent fièrement –, c'est le couple autocratie-orthodoxie. Un pouvoir politique sacralisé (le «césaro-papisme»), appuyé sur une religion orthodoxe soumise, écrasant un peuple qui peut en souffrir mais qui l'acceptera toujours de bon cœur, car telle est la condition de la grandeur de la Sainte Russie. Relisons à ce sujet les *Lettres de Saint-Pétersbourg* du marquis de Custine, écrites en 1839, quand les États-Unis venaient de naître. Aujourd'hui, 45 % des Russes déclarent avoir la nostalgie de Staline, dont on n'ignore pourtant plus rien des crimes : à son époque, le pays était puissant, respecté, et tout le monde y avait du travail (fût-ce dans les camps !).

Quant à la Chine, héritière d'un Empire plus de quatre fois millénaire, elle est tout imprégnée de la philosophie de Confucius (V^e siècle avant J.-C.), qui préconise stricte hiérarchie sociale, conformisme, obéissance aux puissants, respect des anciens et domination masculine. La grande majorité des Chinois se contrefichent de la démocratie ; ce n'est tout simplement pas leur culture, et il n'y a aucune raison pour que cela le devienne. «L'Empire du milieu» était en outre, avant l'humiliation que lui imposèrent les Occidentaux au milieu du XIX^e siècle, persuadé d'être le centre et le maître du Monde, entouré de peuples vassaux, tributaires ou barbares. C'est en 1793 que Lord Macartney, ambassadeur de sa Gracieuse Majesté, fit scandale à la cour impériale en refusant le koutou, l'aplatissement rituel devant l'empereur. Il fut congédié comme un laquais mal élevé. Là encore les États-Unis étaient encore dans leurs langes ; on comprend qu'ils ne s'en souviennent pas et ne puissent mesurer la légitime volonté de revanche des Chinois, soucieux de restaurer, à l'échelle mondiale, un ordre ancien multimillénaire.

Le refus du monde musulman

Et puis, il est un monde que les auteurs – ignorance ou négligence – ne mentionnent même pas, peut-être parce que les États-Unis, qui font avec lui du bon *business*, se sentent encore bien loin de le vivre comme une menace : le monde musulman. C'est bien pourtant de lui que les premières contestations sérieuses de leur ordre libéral mondial sont venues : l'attentat du 11 septembre et, avant lui, la révolution islamiste en Iran.

Tout à leur vertueux auto-centrisme, les Américains n'ont pas pu voir que ce monde se refusait radicalement à leurs valeurs et à leur mode de vie : aujourd'hui les Déclarations islamiques des droits de l'Homme font de la *sharia* leur seul horizon.

C'est le retour d'un séjour outre-Atlantique que Mohamed al Banna fonda les Frères Musulmans. Et les Iraniens n'ont pas accepté que, derrière le Chah, allié des États-Unis, se dessine le spectre du libéralisme moral qui arrive régulièrement dans les bagages du libéralisme économique. Avant 1979, nous apprend le film *Argo*¹, les deux tiers des salles de cinéma de Téhéran diffusaient du porno.

1

Le versant noir du libéralisme économique

Car le libéralisme économique comporte son versant noir, le libéralisme moral, autre avatar paradoxal du puritanisme. Rejetant l'autorité de l'Église pour privilégier l'examen de conscience personnel sous le regard de Dieu, il fait de l'individu le juge en dernier ressort de sa propre conduite, favorisant un hyper-individualisme militant et inquisiteur.

Licence sexuelle, hyper-féminisme agressif, théorie du genre, anti-spécisme, vegan, les États-Unis sont régulièrement l'avant-garde et le laboratoire des innovations sociétales qui minent toujours plus profondément les sociétés traditionnelles et y rendent l'atmosphère irrespirable : pas une de ces dérives qui ne se décline dans leur langue, de la *gay pride* au *gender*, en passant par *go vegan*. Ce qui provoque un retour des fondamentalismes les plus archaïques.

La France a été embarquée, comme toute l'Europe «libérée» par les Américains², dans cet ordre libéral international que ceux-ci ont créé à leur profit. L'argent du plan Marshall contre l'ouverture à leur *soft power* ! Aujourd'hui, quatre salles de cinéma sur cinq, dans le centre de ma ville de Lyon, diffusent des films états-uniens dont on ne se donne même plus la peine de franciser le titre...

Dans ce système-là, nous sommes des «malgré-nous». Et je me sens, à titre personnel, en tant que Français catholique romain, aussi irréductible à cet ordre issu du puritanisme anglo-saxon qu'à un ordre russe autocratique d'origine orthodoxe, chinois d'essence confucéenne, ou encore à la *sharia* arabo-islamique.

Alors... Leur ordre libéral international mérite-t-il «clairement» d'être sauvé ? Ils sont fous, ces Américains !

Jean-François Chemain

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr